



HAL
open science

“ Districts ”, entreprises méridionales et économie souterraine

Pascale Froment

► To cite this version:

Pascale Froment. “ Districts ”, entreprises méridionales et économie souterraine. Méditerranée : revue géographique des pays méditerranéens, 2006, 106, pp.85-93. 10.4000/mediterranee.433 . hal-03561063

HAL Id: hal-03561063

<https://hal.science/hal-03561063>

Submitted on 8 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

«Districts», entreprises méridionales et économie

souterraine

Clusters, southern firms, and the underground economy

Pascale FROMENT*

Résumé - Les PME du Midi italien, spécialisées dans l'industrie de la mode, font l'objet d'une attention renouvelée depuis quinze ans qui s'explique par le maintien, voire la croissance des emplois dans ce secteur malgré une présence qui reste modeste à l'échelle nationale. Toutefois, ces territoires productifs inégalement distribués dans l'ensemble du Mezzogiorno se distinguent des districts du Centre-Nord de l'Italie, en particulier par une forte diffusion de l'économie souterraine. Celle-ci semble jouer un rôle ambivalent dans l'affirmation de ces systèmes productifs ; en tant qu'elle permet d'abaisser les coûts de production, elle favorise le décollage ou la relance de l'industrie locale, mais elle s'avère aussi un frein au développement de ces territoires à long terme. Les formes d'insertion des entreprises méridionales dans la filière de production, les rapports avec le marché de l'emploi ainsi qu'avec les institutions reflètent aussi bien les spécificités du tissu socio-économique méridional que la vulnérabilité et la dépendance de la plupart des acteurs de ces systèmes dans le contexte d'une économie fortement mondialisée.

Abstract - Small and medium sized firms of the Italian South specialized in the fashion industry have been the object of renewed attention over the past 15 years. Though at a national scale its presence is still modest, employment in the South in this sector has grown. Unequally distributed in the Mezzogiorno, these production territories are distinct from clusters in northern Italy by the spread of the underground economy. This phenomenon plays an ambivalent role. While undeclared workers lower production costs, thus favoring the take-off or revival of local industry, development of these areas over the long term is much less assured. The ways in which these southern firms have inserted themselves into production channels, their relationships with the job market and public institutions reflect the specifics of the southern socio-economic fabric. But it also demonstrates the vulnerability and dependency of most of the actors in this system, which is subject to the constraints of a highly globalized economy.

L'intérêt manifesté par les chercheurs en sciences sociales, l'Institut national de la statistique ou les acteurs politiques pour les tissus de PME de l'Italie du Sud, largement spécialisés dans le *made in Italy* et en particulier dans le secteur de la mode⁽¹⁾, est un phénomène relativement récent que l'on peut dater des années 1990. La démarche consistant à identifier des « districts » méridionaux est tout autant redevable au succès du modèle du district, aux scores honorables enregistrés par les PME du Mezzogiorno en termes d'emplois, qu'à de nouveaux enjeux de pouvoir pour les régions dans le cadre des transferts de compétences⁽²⁾. En même temps, cet effort d'identification s'accompagne d'une certaine difficulté à

cerner cette réalité, à la délimiter. S'il y a une assez bonne coïncidence pour le Centre-Nord entre les districts statistiques et ceux reconnus par la littérature scientifique, il n'en va pas de même pour les régions méridionales. On peut dire que l'émergence de systèmes productifs méridionaux, voire de districts, dans le panorama économique actuel, peut apparaître certes comme une donnée nouvelle, révélée statistiquement par le recensement de 1991, mais il s'agit d'une réalité qu'il convient d'appréhender avec circonspection. C'est l'une des raisons qui nous conduit à préférer le terme de système productif à celui de district, pour aborder ces territoires.

* UMR TELEMME, MMSH, Aix-en-Provence.

1-Le secteur de la mode est abordé ici dans sa composante la plus stricte à savoir l'habillement, les articles en cuir, la chaussure, à l'exclusion de la bijouterie et du parfum, et des cosmétiques.

2- Cf. les principaux textes de référence : décret Bassanini, réforme de l'art.V de la Constitution, lois 317/91 et 140/99.

Parmi les facteurs susceptibles d'entraver la reconnaissance et le développement de ces systèmes, il semble que l'économie souterraine figure en bonne place pour deux principales raisons :

–D'une part, sa forte diffusion en Italie du Sud, bien que brouillant la lisibilité des systèmes productifs méridionaux, peut s'avérer une clef de lecture pertinente pour aborder ces derniers dans leur diversité tout en les distinguant d'autres réalités et notamment des districts de la « Troisième Italie ». Les pratiques illégales ne sont certes pas absentes des autres espaces de la péninsule, mais elles interfèrent dans des proportions beaucoup plus modestes alors que leur ancrage dans le Sud en fait une composante incontournable du petit entrepreneuriat local, avec toutefois une ampleur et des contenus variables selon les régions.

–D'autre part, c'est l'ambivalence même du *sommerso* qu'il convient d'interroger, en ce qu'il est à la fois un facteur de décollage ou de relance de l'industrie locale mais aussi un facteur de blocage et un indicateur de vulnérabilité. En quoi l'économie souterraine peut-elle faire obstacle à l'émergence de ces systèmes productifs sur la scène du marché mondial, à leur reconnaissance à l'échelle nationale et locale ? Ces pratiques illégales sont-elles une composante structurelle de ces tissus productifs, ou sont-elles conjoncturelles, ne représentant qu'une étape, un passage vers la légalisation, comme cela été le cas dans les Marches ou la Vénétie ? L'objectif de cette brève contribution est de proposer quelques pistes de réflexion sur les rapports entre entreprises et économie souterraine dans le contexte socio-économique du Mezzogiorno⁽³⁾.

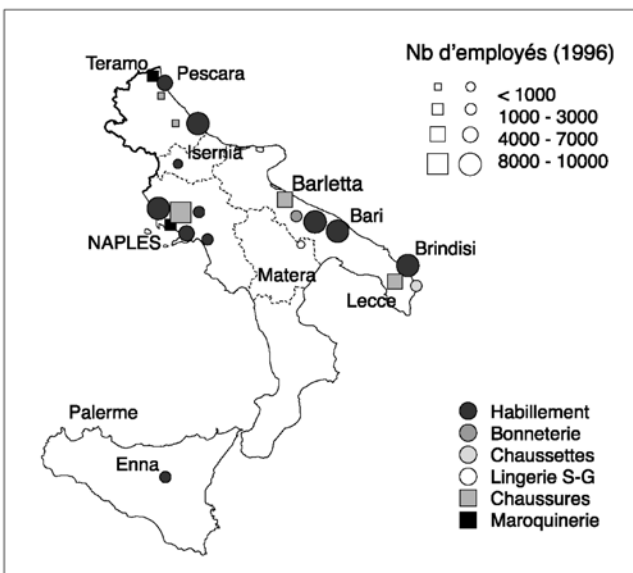


FIG 1 - LES SYSTÈMES PRODUCTIFS DE L'ITALIE DU SUD, SPÉCIALISATION ET TAILLE DES DISTRICTS

Source : ISTAT, Nombre d'employés déclarés pour l'ensemble des entreprises du district.

1. Des entreprises méridionales dans la pénombre

1.1. De nouveaux territoires de production?

• La présence du système mode dans le Mezzogiorno

Comparé aux autres régions du nord du pays, le poids du *système mode* méridional reste plutôt discret. En 2001, le Mezzogiorno dans son ensemble totalise 17% des emplois italiens dans ces secteurs d'activité alors que la seule Lombardie en concentre 22,3% et la Toscane 16,1%. Le degré de spécialisation y est aussi moins fort. En 1991, il était de 9,5 employés pour 1000 habitants contre 23,2 de moyenne nationale, avec des chiffres record pour les régions de la Troisième Italie – 53 en Vénétie et 69 dans les Marches – alors que les aires les plus spécialisées du Sud se situent à un niveau bien inférieur : 30‰ pour la chaussure du Salento ou l'habillement du nord des Abruzzes (VIESTI, 2000).

Pourtant, en dépit de ces faibles valeurs, l'affirmation de signes positifs au cours des deux dernières décennies contribue à attirer l'attention. Dans un contexte de désindustrialisation généralisée dans ces branches, les régions méridionales ont en effet enregistré une croissance globale des effectifs dans les années 1980, en particulier pour les Pouilles et les Abruzzes. De plus, ces tissus productifs jouent un rôle non négligeable à l'échelle locale par la part des emplois proposés ou encore par le marquage des territoires.

Différents travaux ont contribué à révéler l'existence de ces tissus de PME dans les branches de la mode. G. VIESTI (2000), à partir du recensement intermédiaire de l'industrie et des services de 1996, identifie 25 districts industriels dans le Mezzogiorno dont 21 dans le secteur de la mode. L'ISTAT, sur la base de délimitations différentes⁽⁴⁾, en compte 25 en 2001, dont 18 spécialisés dans la mode. Le nombre total des districts industriels a augmenté dans le Sud, (+11) entre 1991 et 2001, en particulier dans les Pouilles et en Campanie, et leur poids, bien que très modeste en termes d'emplois, a augmenté, passant de 2,7% à 4,7% du total national.

En dépit de critères sensiblement différents, les analyses convergent dans un même sens à savoir « *la crescita del Mezzogiorno distrettuale* » pour reprendre l'expression même de l'ISTAT (2005), malgré une présence qui reste encore marginale en comparaison des autres régions italiennes.

La carte des systèmes productifs de la mode atteste de leur inégale distribution (fig. 1). Selon G. VIESTI (2000), 14 systèmes sont localisés sur le versant adriatique, six en Campanie et un en Sicile⁽⁵⁾ suivant une

3- En dehors des estimations macro-économiques de la comptabilité nationale, je me référerai ici à différentes études émanant d'organismes publics et parapublics, syndicaux ou universitaires en particulier ceux de l'Université de Bari, ainsi qu'à mes propres recherches sur la zone de Naples, conduites à partir d'enquêtes directes effectuées entre 1994 et 2000, actualisées en 2005.

4- Les délimitations adoptées par les chercheurs ne recoupent que partiellement les « *distretti industriali* » définis statistiquement par l'ISTAT, eux-mêmes distincts des districts industriels définis par les régions. Il n'y a en effet qu'un recoupement partiel entre l'identification statistique et législative des districts et celle issue des enquêtes sur le terrain, à partir toutefois des mêmes sources à savoir les systèmes locaux de travail (SLL).

5- 5 dans les Abruzzes, 7 dans les Pouilles, 1 dans le Molise, 1 en Basilicate. Selon l'ISTAT, la répartition des districts méridionaux de la mode est la suivante : 4 dans les Abruzzes, 2 dans le Molise, 7 dans les Pouilles, 4 en Campanie, 1 en Sicile.

TABL. 1 - LES PHASES DE DÉCOLLAGE DES SYSTÈMES PRODUCTIFS MÉRIDIONAUX

1951-1961	1961-71	1971-81	1981-91
Habillement nord Naples (C)	Habillement nord Bari (P)	Chaussures Barletta (P)	Habillement Salento (P)
Chaussure Naples (C)	Habillement sud Abruzzes	Habillement nord Abruzzes	Habillement Sannio (C)
Habillement sud Bari (P)	Habillement Salerne (C)	Habillement sud de Naples (C)	Bas du sud Salento (P)
	Habillement Sicile centrale	Maroquinerie Naples (C)	Chaussure Teramo (A)
	Maroquinerie Teramo (A)	Bonneterie Barletta (P)	Soutiens-gorge Lavello (B)
		Chaussure Salento (P)	
		Habillement Isernia (M)	

Source : ISTAT (Recensements de l'Industrie et des services). Élaboration G. VIESTI.

implantation côtière correspondant aussi aux aires les plus urbanisées et les mieux desservies par les infrastructures de transport. On peut identifier trois grandes zones : une première aire de Teramo à Termoli (Abruzzes et Molise), un second ensemble dans les Pouilles, depuis Barletta jusqu'à l'extrémité du talon, le Salento, avec des prolongements en Basilicate, enfin la zone métropolitaine de Naples sur le littoral tyrrhénien. Cette géographie fort sélective, témoigne d'un dynamisme inégal et déséquilibré ; les aires de production sont largement concentrées dans trois régions, les Abruzzes, les Pouilles et la Campanie, contrastant avec les « blancs » que constituent la Sicile et surtout la Calabre, grandes absentes de cette géographie de la mode (FROMENT, 2005).

• Nouvel entrepreneuriat ou recyclage de traditions productives ?

La reconnaissance d'un entrepreneuriat méridional ne va pourtant pas de soi et ces territoires de production, encore difficiles à cerner, sont restés méconnus jusqu'à une période récente. Trois raisons, semble-t-il, concourent à expliquer la faible visibilité de ces espaces industriels.

–La première est sans doute à mettre au compte des représentations du Midi italien, tenacement associé aux difficultés de développement et à la sous-industrialisation. Inversement, la lecture actuelle du dynamisme méridional reste tributaire d'enjeux politiques auxquels n'échappent pas les équipes de recherche. Les travaux des économistes des universités de Naples et de Bari⁽⁶⁾, en valorisant fortement la présence et le dynamisme d'un petit entrepreneuriat méridional au point de les surestimer quelquefois, s'inscrivent clairement en réponse au discours de la ligue du Nord sur le Sud assisté et improductif.

–Le deuxième filtre est lié aux outils conceptuels et modèles du développement industriel, en particulier celui du district. Le succès du concept a en effet paradoxalement conduit à chercher, hors du berceau d'origine, la Troisième Italie, des formes similaires de production, labellisées ou non en fonction de critères qui ne sont pas toujours adaptés aux réalités méridionales⁽⁷⁾, d'autant que l'émergence de ces systèmes est décalée dans le temps par rapport au Centre-Nord. Ces différents

prismes de lecture ont sans aucun doute contribué à occulter et/ou à déformer une partie de l'économie productive du Sud, posant la question de l'origine de ce petit entrepreneuriat.

La présence d'un important tissu productif dans le Mezzogiorno, sous des formes en partie artisanales et produisant pour la demande locale, est pourtant attestée dès les années 1950. Cet entrepreneuriat, fortement concurrencé par les entreprises du Nord dans les années 1960 et négligé par les politiques de développement en faveur du Sud, n'a guère retenu l'attention. On peut se demander si les systèmes productifs actuels sont le fruit d'un nouvel entrepreneuriat, impulsé par les changements du contexte socio-économique : la floraison d'entreprises, nées à la fin des années 1970, serait ainsi à mettre en relation avec les opportunités créées par les flux de commandes venus du Centre-Nord du pays. Ou bien s'il existait au préalable des traditions artisanales et industrielles, constituant un terreau fertile de savoir-faire, mobilisé par certaines catégories d'entrepreneurs. La réponse n'est pas univoque : le décollage « numérique » de ces systèmes s'est dessiné à des périodes différentes et étalé sur quarante ans, entre l'immédiat après-guerre et les années 1980 (tabl. 1).

L'habillement et la chaussure des zones centrales et septentrionales de l'agglomération napolitaine, l'habillement du sud de Bari s'affirment dès les années cinquante. D'autres systèmes, en revanche beaucoup plus tardifs, émergent dans la décennie 1981-1991 comme l'habillement du Sannio (Campanie) et la fabrication de bas dans le Salento. Certains jouissent d'une longue tradition de savoir-faire, comme Naples dans la fabrication des gants et le travail du cuir, Putignano et Nardò dans les Pouilles pour la broderie alors que d'autres ont surgi dans un grand vide industriel, qu'il s'agisse de la production de lingerie du nord de Bari, née à l'initiative de vendeurs ambulants d'Andria dans les années 1970 ou de la récente spécialisation de Lavello dans le soutien-gorge. Il semble donc que l'on assiste aussi bien à la réorganisation de tissus productifs anciens, à leur recyclage qu'à l'apparition de nouveaux acteurs et de nouveaux espaces productifs.

–Mais la troisième raison tient à une sous-estimation des effectifs liée au caractère souterrain d'une partie de cette réalité productive.

6- Il s'agit de deux groupes de recherche distincts, l'un piloté par Gianfranco VIESTI pour l'Université de Bari l'autre par Luca MELDOLESI, à l'Université de Naples, Federico II.

7- Le contexte particulier du Mezzogiorno a toutefois donné lieu à une réévaluation des tissus industriels en fonction de critères établis sur une base méridionale et pas seulement nationale.

1.2. Pratiques et lieux de l'illégalité

- Le terme d'économie souterraine est entendu ici dans son acception la plus stricte, c'est-à-dire pour désigner des activités économiques relevant de la production marchande légale, mais qui ne respectent pas, partiellement ou totalement, les règles des pays dans lesquels elles s'inscrivent car elles échappent au fisc et au droit du travail. Elles s'exercent et prospèrent à l'insu et au détriment de l'État. Elles doivent être distinguées des activités de production illicite, comme la contrefaçon, bien que les frontières entre les deux soient quelquefois très ténues.

D'emblée le *sommerso* s'impose comme une composante forte non seulement de ces systèmes productifs mais aussi de l'ensemble de l'économie méridionale. Les mesures macro-économiques de l'ISTAT concernant le travail irrégulier⁽⁸⁾, tous secteurs confondus, sont à cet égard éloquentes : en 2003, à l'exception des Abruzzes, toutes les régions méridionales enregistrent les valeurs les plus fortes comprises entre 20% et 31% (moyenne italienne : 13,4%). Dans l'industrie manufacturière, l'éventail est large au sein du Mezzogiorno entre les Abruzzes, – dont les taux d'irrégularité (4,7%) sont inférieurs à ceux du centre de l'Italie (5,3%) – et la Calabre (34,3%). Toutefois, ces indicateurs masquent une réalité complexe et une grande variété de pratiques qui échappent largement aux filets des recensements.

- On ne peut parler d'une économie souterraine⁽⁹⁾ mais bien d'un *continuum* de situations irrégulières, de gradients d'illégalité. Le spectre est en effet très large, depuis les entreprises totalement en règle, peu nombreuses, et celles complètement souterraines, non-inscrites à la chambre de commerce et où les ouvriers travaillent au noir. Entre ces deux extrêmes, la situation la plus répandue est celle d'unités productives grises, *semi-sommersse*. Il s'agit d'entreprises dûment immatriculées à la chambre de commerce et au fisc, dans lesquelles une partie de la main-d'œuvre est déclarée et prise en compte par les recensements comme ayant un emploi. Ceci n'empêche pas une forte diffusion des pratiques irrégulières sous la forme du *fuori busta* ou de la *doppia busta*⁽¹⁰⁾, visant à abaisser le coût du travail par l'évasion d'une partie des cotisations. L'entreprise embauche souvent un volant de salariés au noir et donc comptabilisés parmi les chômeurs ou les personnes sans profession. Parallèlement, en dehors de l'usine, elles recourent aussi à du personnel indépendant, c'est-à-dire des travailleurs à domicile ou des unités sous-traitantes, sans contrat de

prestation de service. Toutes les combinaisons sont possibles et les entrepreneurs jouent sur divers registres ; le choix dépend de conditions⁽¹¹⁾ tenant aussi bien à l'entreprise qu'aux ouvriers. D'autres pratiques illégales sont aussi couramment utilisées comme la fermeture fictive d'une entreprise et sa réouverture sous une raison sociale différente pour bénéficier d'avantages ou pour bloquer l'avancement dans l'ancienneté des salariés.

- Malgré la variété des situations et des sources, qui rend difficile le travail de comparaison, on peut tenter de dégager quelques éléments de différenciation territoriale. À l'échelle des districts, les estimations fournies par les syndicats (fig. 2) ou par les chercheurs universitaires livrent une image plus nuancée de cette géographie du *sommerso* obéissant dans ses grandes lignes à un double gradient à la fois nord-sud et est-ouest. De façon générale, les entreprises totalement souterraines sont plus fortement représentées sur le versant tyrrhénien, en particulier dans l'agglomération napolitaine. En 1995, dans les « quartiers espagnols », sur 65 unités locales spécialisées dans le travail du cuir, une vingtaine seulement étaient inscrites à la chambre de commerce.

Au sein des entreprises immatriculées, les formes d'irrégularité sont aussi variables. Là encore, la part des ouvriers non déclarés demeure en moyenne plus élevée en Campanie et expliquerait une taille moyenne des

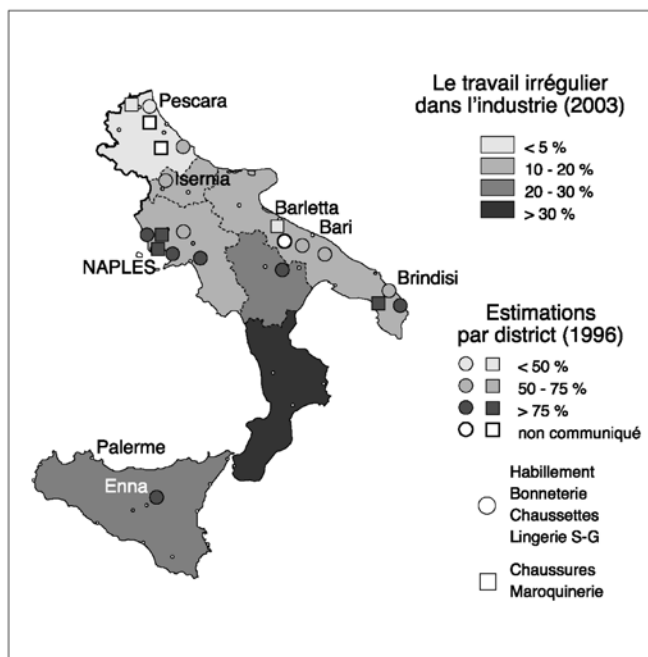


FIG 2- LE TRAVAIL AU NOIR EN ITALIE DU SUD, PAR PROVINCE ET PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Sources : ISTAT, Taux d'irrégularité dans les unités de travail (industrie au sens strict) ; FILTA - CISL

8- L'emploi irrégulier comprend les personnes en situation de travail irrégulière (salariés non déclarés par leur employeur et les indépendants non enregistrés par l'administration), le travail des personnes non actives, le travail des étrangers non résidents (frontaliers et clandestins), et les seconds emplois.

9- Le terme d'économie est, de fait, inadapté : il n'y a pas deux économies mais une seule économie dont une partie est « souterraine ». La part immergée de ces systèmes productifs est inséparable de la part émergée, l'une ne peut fonctionner sans l'autre.

10- Dans le premier cas, une partie de la rémunération des ouvriers se fait alors au noir, hors feuille de paie et les salaires versés sont supérieurs aux salaires déclarés. Dans le second, celui de la double feuille de paie, les salaires versés sont inférieurs aux salaires déclarés.

11- La stratégie de nombreuses entreprises est en effet de trouver un équilibre performant entre travail au noir et évasion fiscale. Par exemple si la sous-facturation est importante, c'est le premier cas qui est privilégié ; si au contraire, la production est facturée, les entreprises ont intérêt à faire apparaître des coûts de production élevés, de façon à limiter le montant des bénéfices imposables.

entreprises plus basse à type de production égal¹². Au nord de Naples, 50% des situations de travail sont totalement irrégulières et dans l'ensemble du centre historique, la main-d'œuvre embauchée au noir représentait de 60% à 80% de l'emploi dans le secteur du cuir en 2000.

Sur le versant adriatique, la moindre présence du souterrain pur n'empêche pas parallèlement des pratiques irrégulières très répandues comme la *doppia busta*. Mais il existe aussi des variations intrarégionales importantes, d'un système à l'autre ; ainsi dans l'habillement, les entreprises de *Val Vibrata* dans les Abruzzes, de *Valle d'Istria* au sud de Bari dans les Pouilles sont généralement plus régulières que dans l'aire du nord de Bari, entre Bitonto et Corato.

Comment expliquer l'inégale diffusion de ces pratiques à différentes échelles entre le Mezzogiorno et le reste de l'Italie d'une part, mais d'autre part aussi entre les différentes aires méridionales ? En quoi les rapports des entreprises avec le reste de la filière de production-commercialisation, avec la main-d'œuvre et le marché du travail méridional, avec l'État et les institutions peuvent-ils éclairer ce phénomène ?

2. Un rôle ambivalent dans l'émergence et le développement des systèmes productifs méridionaux

2.1. Les rapports à la filière de production et au marché : une forte dépendance

De façon générale, l'accès au marché, souvent indirect pour ces entreprises méridionales, et la position dans la filière de la mode, conditionnent en partie le degré d'illégalité des entreprises, souvent plus élevé dans les nombreuses unités sous-traitantes que compte le Sud.

- Dans l'ensemble des pays industrialisés, la décentralisation productive a été l'une des réponses des entreprises aux mutations des cycles de développement et à la crise du système fordiste. Dans le Mezzogiorno, elle se met en place plus tardivement et est en large partie impulsée de l'extérieur, depuis le Centre-Nord, favorisant le versant adriatique par effet de proximité, de diffusion.

La demande accrue de compression des coûts de production de la part des commanditaires « avantage » le

Sud, en raison d'une rémunération du travail plus basse qu'ailleurs en Italie¹³. Cette différence salariale a une double origine. Elle a été longtemps institutionnalisée dans le cadre des politiques en faveur du Mezzogiorno et jusqu'au milieu des années 1990, car destinée à compenser une productivité du travail plus faible en Italie du Sud¹⁴. Elle est aussi largement imputable à la diffusion massive du travail au noir. La combinaison de ces deux éléments explique que la main-d'œuvre coûte en moyenne entre 1,5 et 2 fois moins cher dans le Sud que dans les autres régions italiennes. En 1998, le prix de la couture par un sous-traitant des environs de Barletta était de 280 liras contre 450-480 dans le Centre-Nord.

En même temps, la décentralisation productive a favorisé le développement du travail au noir en suscitant la création d'un réseau touffu de petites unités de sous-traitance, souvent souterraines au départ. Dans ces branches, le processus est facilité par la faiblesse des barrières à l'entrée et par la présence sur place d'une main-d'œuvre bien formée et rendue disponible par les licenciements massifs dans la grande industrie¹⁵. Enfin, le travail au noir s'avère plus praticable et moins risqué dans les petites unités en raison d'une faible visibilité des lieux de production.

Toutefois, les situations sont très variées et la sous-traitance n'est pas forcément synonyme d'illégalité : la destination finale et le type de clients comptent également dans le degré d'irrégularité des entreprises. Plus le créneau de qualité des produits est médiocre, plus le *sommerso* est développé comme dans la maroquinerie bas de gamme à Naples ou la bonneterie du nord de Bari. De même, les entreprises travaillant pour des grossistes méridionaux, pour les marchés locaux et la vente ambulante sont davantage en situation irrégulière¹⁶ : c'est le cas pour la production de soutiens-gorge de Lavello ou des sous-vêtements du nord de Bari (Bitonto-Corati).

En revanche, les entreprises travaillant dans le haut de gamme, pour des firmes multinationales ayant pignon sur rue et pour l'exportation où la demande de facturation est plus élevée, ont intérêt à régulariser une partie de leur activité ; la chaussure de façon générale, le secteur des vêtements pour enfants au sud de Bari ou la maroquinerie de luxe napolitaine relèvent plutôt de cette catégorie.

- L'accès indirect au marché et le statut de sous-traitant contribuent en retour à abaisser la part de la valeur ajoutée par employé. Les activités de conception, de création et d'innovation échappent en grande partie aux

12- Les effectifs moyens par entreprise sont nettement inférieurs en Campanie : dans la maroquinerie (3,8 contre 5,9 à Teramo), dans la chaussure ou l'habillement (entre 4,1 et 4,5 contre 10,8 au Sud de Bari et 11,5 dans le Salento où le *sommerso* est moins important. La zone du nord de Bari (5,2) est plus proche des valeurs de Naples.

13- À ce facteur s'ajoute un effet de situation, le Mezzogiorno étant plus accessible que d'autres pays à faible coût de main-d'œuvre, pour les échanges entre entreprises et le contrôle de la production.

14- L'existence de « niches salariales » jusqu'en 1968 prévoit des conditions de contrat différenciées entre le Sud et le Nord. Ces mesures sont relayées ensuite par différentes formes d'exonération des charges sociales en faveur des entreprises du Sud progressivement éliminées à partir de 1995.

15- Les grandes entreprises, souvent d'origine septentrionale ou étrangère, implantées dans le Sud dans les années soixante à la faveur des politiques d'aide au Mezzogiorno, ferment ou licencient massivement. Parmi elles, citons dans l'habillement *Casucci*, *Pooh* (Teramo), *IAC/Marvin Gerber* (Chieti), *Hetemarks* (Bari), *Harry's Moda* (Lecce), etc. La décentralisation productive est également pratiquée sur place par des entreprises locales leaders comme *Mario Valentino* à Naples. Elles fonctionnent comme incubateurs de micro-entreprises dans la mesure où une partie des ouvriers deviennent à leur tour de petits entrepreneurs.

16- Les ventes sont effectuées en partie au noir, entraînant une sous-facturation de la part du fournisseur et une non régularisation des situations professionnelles.

régions méridionales et aux entreprises locales qui participent à la filière de la mode en tant que maillon faible de la chaîne. Ce qui est valorisé sur place, c'est essentiellement le facteur main-d'œuvre, son degré de qualification et surtout son faible coût relatif. Or, dans un contexte de concurrence exacerbée avec les nouveaux pays ateliers, les entreprises sous-traitantes connaissent des difficultés croissantes à rester compétitives et sont menacées par les processus de délocalisation en cours vers l'autre rive de l'Adriatique, les Balkans ou l'Asie du Sud-Est.

Les commanditaires poussent les prix à la baisse, alimentant ainsi une spirale de concurrence dont les PME locales peuvent difficilement se dégager en raison de leur faible pouvoir contractuel. Les niveaux de prix imposés sont incompatibles avec la légalité et la régularisation mettrait une partie de ces entreprises immédiatement en dehors des circuits du marché. En 1998, dans le bas Salento, la fabrication d'une cravate était rétribuée 1300 à 1600 liras pour un montant de 50 000 liras sur le marché final.

Ceci n'exclut pas l'existence de nombreuses entreprises très solides, qui ont développé leur propre marque et sont à même de délocaliser à leur tour une partie de la production (BACULO, 1994).

Toutefois, une grande partie des acteurs méridionaux se trouve dans la dépendance du capital commercial ou industriel d'espaces extérieurs à l'échelle nationale ou internationale, ce qui les distingue de leurs homologues de la Troisième Italie⁽¹⁷⁾. Dans les Pouilles, 70% des entreprises sous-traitantes du secteur de l'habillement travaillent pour des commanditaires extérieurs et 30% pour des entreprises locales ; en Campanie, cette part est estimée à 50%. Or le poids des entreprises sous-traitantes dans les systèmes productifs méridionaux est important, en particulier dans la maroquinerie et l'habillement alors que la chaussure reste un secteur plus autonome. À Lavello en Basilicate, elles représentent 88% des entreprises.

Cette position de faiblesse s'explique par le fait qu'une partie des petits entrepreneurs sous-traitants n'ont ni les compétences ni la vocation permettant de développer les capacités productives, de s'émanciper, et qui plus est, d'émerger. Pour ces micro-unités en bout de chaîne produisant pour un seul client, vivant au fil des commandes, on parlera plutôt d'entrepreneuriat d'opportunité, voire même de salariat déguisé. Il s'agit d'unités de repli ou de survie comme alternative au chômage dur, phénomène qui nous renvoie à la question du marché de l'emploi méridional.

2.2. Entreprises et main-d'œuvre : les spécificités du marché du travail méridional

Comment expliquer que cette main-d'œuvre soit « plus encline » à accepter des conditions de travail et de rétribution très précaires ou, pour le dire autrement, que la demande de travail au noir de la part des entreprises trouve dans ces aires une réponse dans l'offre de travail irrégulier ?

L'ampleur du chômage et les conditions de pauvreté qui acculent une partie des demandeurs de travail à accepter des emplois précaires et non protégés socialement, fournissent bien sûr un premier élément de réponse, le plus décisif. Toutes les régions méridionales, à l'exception des Abruzzes⁽¹⁸⁾, enregistrent des taux de chômage supérieurs à 12%, avec toutefois des contrastes dessinés selon le même double gradient, nord-sud et est-ouest. En 2003, les taux des trois régions tyrrhéniennes dépassent 20% avec un record de 23,4% en Calabre.

Mais à une échelle beaucoup plus fine, il existe à côté d'aires plus prospères de véritables poches de chômage qui correspondent aux bassins de recrutement des entreprises. À Naples, les quartiers spécialisés dans le travail du cuir sont aussi des aires de chômage élevé au sein de la commune – 37% pour les quartiers de Stella et S. Lorenzo⁽¹⁹⁾ – et de l'agglomération. Cette situation explique le faible pouvoir contractuel d'une partie de la main-d'œuvre embauchée dans les entreprises de la mode pour qui le travail au noir est la seule alternative au chômage dur.

En outre, à la différence des régions du Centre-Nord de l'Italie, les salaires provenant du travail au noir, indispensables à la survie de nombreux ménages, sont plus rarement associés à d'autres revenus stables et à une couverture sociale, avec pour corollaires des situations personnelles et familiales très précaires, quelquefois en deçà du seuil de pauvreté.

Le pouvoir contractuel des employés est cependant variable en fonction du niveau de qualification. La main-d'œuvre masculine très qualifiée en raison d'une solide tradition de savoir-faire est en position plus confortable par rapport aux segments les plus faibles du marché de l'emploi – les femmes, les jeunes, et de plus en plus les immigrés – qui sont mobilisés pour les opérations simples ou les produits de qualité médiocre. Le taux de chômage des jeunes méridionaux (15-24 ans) s'élève à 49%, atteignant 58,4% en Campanie et 64,2% dans la province de Naples qui détient le record national⁽²⁰⁾.

L'iniquité s'exerce à un double niveau : entre les personnes ayant un emploi garanti et celles condamnées aux emplois précaires et, au sein de ces dernières, en

17- Cette situation touche les petites entreprises de sous-traitance mais aussi les entreprises commanditaires locales elles-mêmes dépendantes de capitaux et d'acteurs extérieurs à la région, et prises à leur tour dans un système de sous-traitance en cascade.

18- Avec un taux de 5,4% en 2003, la région affiche l'une des meilleures performances du pays, mieux placée que la Ligurie et le Latium, très loin des autres régions du Sud : Sicile (20,1), Campanie (20,2), Pouilles (13,8) et Basilicate (16,1).

19- Il s'agit des chiffres issus des recensements, plus élevés que ceux provenant des enquêtes annuelles sur les forces de travail, en raison de critères plus stricts mais en partie contestables.

20- Le chômage des jeunes atteint des records en Campanie (58,4%), en Calabre (56,7) et en Sicile (53,5) ; les taux sont plus modérés, autour de 40%, dans les Pouilles, la Basilicate, le Molise, les Abruzzes constituant une exception (15,5%). La part des chômeurs de longue durée (>2ans) est aussi l'un des traits saillants du marché de l'emploi méridional. Elle est de 66% pour l'ensemble du Mezzogiorno contre 56% pour le Centre, 22% pour le Nord-Est et 40% dans le Nord-Ouest avec, là encore, un taux record en Campanie (73%).

fonction des compétences et donc de la possibilité de négocier les formes du rapport de travail.

Toutefois, l'irrégularité est aussi souvent le fruit d'un accord, d'une convenance réciproque entre entrepreneurs et ouvriers pour des raisons tenant à la spécificité du marché de l'emploi méridional. Le poids des relations interpersonnelles, la proximité sociale et spatiale des acteurs, leur appartenance à une même famille ou communauté territoriale favorisent ce phénomène de connivence.

Tout d'abord, le système d'aide aux personnes et aux ménages, qui a remplacé à partir des années 1970 et jusque dans les années 1990, les aides aux entreprises dans la politique d'assistance au Sud italien, pousse une partie de la main-d'œuvre à accepter des conditions de travail irrégulières, voir même à les préférer pour ne pas perdre certaines allocations ou avantages sociaux. Par ailleurs, la faiblesse du montant des retraites, en raison d'itinéraires professionnels en pointillé, amène d'anciens ouvriers à rester dans le circuit d'autant que leurs compétences élevées sont recherchées. Ces accords conviennent également aux personnes ayant déjà un emploi qui arrondissent les fins de mois par un double travail.

Enfin, le choix de la non régularisation par une partie de la main-d'œuvre témoigne de la complexité de ce marché de l'emploi méridional et de ses distorsions. Malgré l'importance du chômage urbain à Naples, de nombreux ouvriers très qualifiés, en situation de chômage de très longue durée, refusent d'être déclarés par les entreprises. Leur choix est en fait motivé par l'espoir d'obtenir un emploi fixe, garanti, dans la fonction publique ou dans les grands organismes parapublics. Ces attentes, pourtant souvent déçues, sont nourries par la présence d'un secteur public étoffé mais également par le fonctionnement clientéliste d'attribution des emplois qui a été la règle jusqu'au début des années 1990. Il s'agit ici de formes de résistance à la situation très défavorable du marché du travail que l'on retrouve également chez les jeunes méridionaux ; elles traduisent une aspiration à un emploi mieux protégé et mieux adapté aux attentes de chacun.

Les dysfonctionnements du marché du travail méridional et sa « balkanisation », pour reprendre le terme de G. VIESTI, influencent fortement les comportements individuels. Les emplois manufacturiers, associés à la précarité et dévalorisés, n'ont pas de légitimité sociale et séduisent peu les jeunes générations. Ces branches, requérant un apprentissage plus ou moins long, sont souvent dédaignées au profit d'emplois tout aussi précaires mais dans les services et le tourisme. Ceci explique que le *turn-over* soit élevé et que le recrutement,

autrefois de proximité, s'effectue dans un rayon plus large dans les petites communes de la banlieue pour Naples ou les communes rurales qui constituent des viviers de main-d'œuvre. Depuis vingt ans, la désertion de ces professions par les plus jeunes pose un problème de recrutement et de renouvellement d'une main-d'œuvre bien formée pour les entreprises. Or c'est sur ce terrain de la formation que se joue en partie l'avenir du secteur.

La complexité du marché du travail met en lumière l'ambivalence de l'illégalité. Cette propension partagée à exploiter les failles du système pose le problème du rapport de ces acteurs – entrepreneurs et ouvriers – avec l'État et les institutions, notamment dans les aires plus profondément minées par le contrôle de la criminalité organisée

2.3. *Le rapport à l'État et la collaboration entre acteurs locaux*

On touche là, un des points faibles de cette géographie productive du Sud italien, marquée par une relation durablement défaillante, faite souvent de suspicion et de méfiance réciproques entre collectivités territoriales et petites entreprises. À la différence des districts du Centre-Nord, il n'y a pas ou peu de collaboration entre les tissus de PME et les institutions locales, du moins jusqu'à une période récente. Sans entrer dans l'analyse des péripéties de cette relation⁽²¹⁾, on peut dire que le déficit historique de confiance entre État et entreprises a exacerbé chez de nombreux acteurs méridionaux un développement insuffisant du sens civique et de l'intérêt collectif, d'autant que le jeu démocratique est faussé et opacifié par la diffusion de la criminalité organisée.

Ces acteurs sont pris dans une spirale de rapports conflictuels et silencieux avec la sphère légale d'une part, et avec le pouvoir mafieux d'autre part, voir à la collusion entre les deux. En tant qu'entrepreneurs, ils sont exposés au contrôle territorial des *mafias*⁽²²⁾ sous différentes formes : le racket très variable selon les zones, l'obligation d'embaucher d'anciens détenus, l'absence de choix pour les fournisseurs, les entreprises de gardiennage ou de nettoyage. Ils se heurtent aussi constamment au système clientéliste touchant le marché de l'emploi et la redistribution des deniers publics, à la corruption pour l'accord des crédits, à la carence des infrastructures de transports, d'espaces équipés, soit autant de contraintes qui pèsent sur la productivité des entreprises⁽²³⁾.

Cependant, ils peuvent profiter du système et contribuer à sa reproduction. L'ambiguïté vient précisément du fait qu'ils sont à la fois victimes et agents

21- Nous évoquerons une double facette : d'une part l'extériorité du pouvoir étatique, cristallisée dans la phase de constitution de l'État italien, et d'autre part le pourrissement sur place de ce pouvoir, l'effritement de sa légitimité dans le contexte de pratiques politiques locales clientélistes développées lors de la phase de modernisation du Mezzogiorno par le système d'attribution des aides. Cf BARBAGALLO F. (2002) ; SALES I. (1993). Les entrepreneurs mettent notamment en cause les formes d'aide au Mezzogiorno faisant la part belle aux grosses entreprises au détriment des PME « sacrifiées ».

22-Elles sont très présentes en Sicile (*cosa nostra*), en Calabre (*n'drangheta*), en Campanie (*camorra*) et dans une moindre mesure dans les Pouilles (*sacra corona unita*).

23- Absence d'entretien des voies d'accès, de fourniture d'eau potable, d'éclairage, de services publics de nettoyage, de ramassage des ordures (exemple des zones d'Aversa ou Barletta dans les années 1990).

de la diffusion et de la perpétuation de l'illégalité. Celle-ci relève à la fois du choix et de la nécessité, et la variété des situations rend difficile la mise en place de politiques d'émergence efficaces.

Ce phénomène a de multiples facettes et des effets délétères pour l'économie et la société méridionales. La propension des entreprises à rester dans l'ombre pour éviter toutes formes de « rançonnement » depuis les taxes jusqu'au *pizzo* explique un développement frileux et un nanisme relatif des entreprises, particulièrement en Campanie. Mais l'invisibilité (CENTORRINO, 1993)⁽²⁴⁾ a pour contrepartie l'impossibilité d'obtenir des aides de l'État ou des institutions locales et donc de limiter les opportunités de développement des PME. La référence, faible et ternie, des institutions démocratiques va également de pair avec un engagement des acteurs qui s'exerce presque exclusivement à l'égard de la famille ou de la communauté locale et au détriment de l'État. Le fonctionnement des entreprises est souvent fondé sur des réseaux traditionnels de relations fortes mais courtes qui s'inscrivent dans les limites d'un territoire étroit.

Enfin, la présence d'organisations mafieuses, fortement ancrées en Campanie, en Calabre ou en Sicile, fausse l'échelle des valeurs et la perception de l'illégalité. Les irrégularités multifformes qui caractérisent le fonctionnement de ces PME, apparaissent d'autant moins répréhensibles qu'elles côtoient des formes de criminalité aggravées et d'autant plus légitimes qu'elles créent des emplois, si précaires soient-ils, dans un contexte de fort chômage. Or, cette acceptation de l'illégalité a pour corollaire une attitude généralisée de tolérance vis-à-vis de ces pratiques de la part de nombreux acteurs, institutionnels ou non. La souplesse des services de répression des fraudes comme la prudence des syndicats en matière de dénonciations trahissent l'incapacité de l'État à faire appliquer les règles et expliquent que le prix direct du risque reste finalement très bas⁽²⁵⁾.

Il est en revanche bien plus élevé à long terme et pour l'ensemble des acteurs méridionaux. L'illégalité

s'exerce aux dépens de l'État et de la collectivité, des ouvriers dont les droits sont bafoués et des entreprises plus saines en raison d'une concurrence déloyale. Elle entrave l'intégration de ces systèmes à des réseaux de relations plus longs, modernes et institutionnels et gêne leur lisibilité économique, en particulier par rapport au marché et aux pouvoirs publics. Or la compétitivité, lorsqu'elle est liée au non-respect des règles ou à leur détournement, s'avère à terme incompatible avec les lois du marché. Le *sommerso* fait donc obstacle au développement économique, à la reconnaissance du rôle social de cet entrepreneuriat et à son émergence dans le jeu des institutions démocratiques. Ce n'est pas un hasard si les exemples relativement récents et peu nombreux de collaboration entre acteurs institutionnels, associatifs, économiques, concernent essentiellement les régions adriatiques.

On peut se demander en conclusion quelles sont les tendances qui se dessinent actuellement et quel peut être l'avenir de ces systèmes productifs. Les entreprises méridionales de la mode sont sur le fil du rasoir en raison des mutations en cours depuis quinze ans. Les conditions qui ont permis des dynamiques spontanées d'émergence dans la Troisième Italie ont changé : si certaines poussent actuellement dans le sens d'une émergence, d'une plus grande visibilité des entreprises, d'autres au contraire sont davantage susceptibles d'encourager le travail au noir⁽²⁶⁾.

De ce point de vue, les résultats du recensement de l'industrie de 2001, en demi-teintes, portent plutôt à un optimisme mesuré (tabl. 2). Le premier constat est celui d'une meilleure résistance des branches du système mode dans le Sud, à deux niveaux. Par rapport aux pertes massives pour l'ensemble du pays et la Troisième Italie notamment, les effectifs méridionaux enregistrent une chute beaucoup moins sévère dans l'habillement et même une croissance dans l'industrie du cuir. À l'échelle du Mezzogiorno, ces branches affichent aussi une meilleure santé que l'ensemble des industries manufacturières alors que c'est le phénomène inverse ailleurs. On peut donc lire

TABL. 2 - ÉVOLUTION COMPARÉE DES UNITÉS LOCALES ET DES EMPLOIS DANS LES SECTEURS DE LA MODE (1991-2001) EN %

	Total industries manufacturières	Textile et habillement	Tanneries, Fabrication d'articles en cuir
Unités locales			
Italie	- 0,3	- 25,7	- 12,2
Mezzogiorno	+ 7,9	- 9,6	+ 12,2
Vénétie	- 1,1	- 32	- 19,2
Emilie-Romagne	- 6,1	- 36	- 28,1
Emplois			
Italie	- 6,1	- 26,1	- 15,4
Mezzogiorno	- 2,5	- 12,2	- 4,9
Vénétie	+ 2,3	- 30,2	- 17
Emilie-Romagne	+ 1,4	- 30,5	- 20,7

Source : ISTAT, 7^e et 8^e recensements de l'industrie et des services. Élaboration P. FROMENT.

24- Invisibilité relative toutefois, car « il est possible de frauder le fisc, pas la *mafia* », CENTORRINO M., (1993).

25- De ce point de vue, la politique de *condono* ou amnistie systématique, instituée par le gouvernement de S.BERLUSCONI ne peut qu'encourager ce phénomène.

26- Les conditions actuelles semblent moins favorables à l'émergence : le différentiel entre le coût du travail au noir et le coût du travail officiel est important et va croissant en raison de l'augmentation du coût officiel de la main-d'œuvre dans le Sud ; ce qui amplifie le phénomène de vive concurrence de la part des pays en développement où le coût de la main-d'œuvre est très bas. À ces problèmes de compétitivité sur les prix à la production, s'ajoute l'appartenance actuelle de l'Italie à la zone euro, qui la rend moins attractive pour l'exportation.

dans ces données un certain dynamisme local mais on peut y voir aussi un renforcement de la division interrégionale du travail dans ces secteurs ; les régions du Centre et du Nord confirmeraient leur rôle de donneurs d'ordre alors que les régions du Sud seraient davantage cantonnées dans l'exécution.

En seconde analyse, on observe dans l'ensemble un décalage entre le maintien ou l'accroissement du nombre des unités de production et une baisse des emplois. Hormis les phénomènes de délocalisation, ce décrochement semble correspondre à une double tendance : une diminution du nombre des entreprises totalement souterraines et une croissance parallèle du semi-*sommerso* et du travail au noir dans différentes aires. La chute des effectifs refléterait alors un recentrage des entreprises les plus importantes sur les phases stratégiques, se soldant par une réduction de l'effectif interne et une délégation du

risque de l'illégalité aux unités sous-traitantes, phénomène confirmé ponctuellement par des enquêtes récentes sur le terrain (FROMENT, à paraître).

L'approche par l'économie souterraine invite enfin à une relecture plus nuancée du Mezzogiorno en raison de la très grande diversité de ces réalités. À côté d'entrepreneurs locaux à succès, donneurs d'ordre à l'échelle locale et bien intégrés aux circuits de l'économie mondiale, nombreux sont ceux qui restent cantonnés au bas des chaînes de sous-traitance internationales, en situation de clair obscur, tenus d'offrir des garanties aux commanditaires en termes de qualité et à des coûts compétitifs. À cet égard, l'illégalité est tout autant le prix à payer pour se maintenir dans les circuits que l'étalon auquel mesurer la fragilité d'une partie de ces systèmes productifs.

BIBLIOGRAPHIE

- BACULO L. (dir.), (1994), *Impresa forte e politica debole. Impreditori di successo nel Mezzogiorno*, Napoli, ESI.
- BARBAGALLO F., (2002), *La modernità squilibrata del Mezzogiorno d'Italia*, Ed. Einaudi, Torino, 120 p.
- CENTORRINO M., (1993), *I Conti della mafia*, Ed. Rubettino, Messina, 76 p.
- COPPOLA P., (1993), *Tra leghisti e sudisti, in la città nuova*, Napoli, VIII n° 5, p.68-74
- FROMENT P., (2005), *Les réseaux de l'économie souterraine, de l'Italie du Sud aux métropoles mondiales*, Festival international de géographie de Saint Dié, Le monde en réseaux. Lieux visibles, liens invisibles, Conférence en ligne.
- FROMENT P., (à paraître), Le remodelage du «district» du cuir à Naples entre ancrage territorial et économie mondialisée, in *Les territoires de l'industrie en Europe (1750-2000). Développement, financement et réseaux*, Ed. ALPHIL, Neuchâtel.
- ISTAT, (2005), *I distretti industriali*, 16 décembre 2005.
- SALES I., (1993), *Leghisti e sudisti*, Ed. Laterza, Bari, 163p.
- VIESTI G., (2000), *Come nascono i distretti industriali*, Laterza, Bari, 240 p.